



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

20 octobre 2026

EDUCATION A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION :

DES EXPERTS EN DEVELOPPEMENT CURRICULAIRE EXPLORENT DE NOUVEAUX OUTILS PEDAGOGIQUES



Officiels et experts

Lomé, 20 oct. (ATOP) – Des enseignants et experts en développement curriculaire de l'enseignement secondaire général et technique se forment, du 19 au 22 octobre à Lomé, sur l'éducation à la lutte contre la corruption.

L'atelier est initié par la Haute Autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA). Il bénéficie du soutien de l'Office des nations unies contre la drogue et le crime (ONUDEC) à travers l'initiative

Global Resource for Anti-Corruption Education and Youth Empowerment (GRACE). Il est organisé dans la mise en œuvre du projet d'intégration de l'éducation à la lutte contre la corruption dans les curricula d'enseignement et de formation au Togo.

Cette formation constitue un cadre de réflexion et de partage d'expériences. Elle permettra aux participants d'explorer les outils pédagogiques élaborés dans le cadre de l'initiative GRACE selon une approche fondée sur l'apprentissage actif et centrée sur l'apprenant. La rencontre leur servira, également, d'échanger et de découvrir des outils ainsi que des ressources susceptibles de soutenir leur pratique pédagogique quotidienne. Il s'agira, aussi, de les amener à mettre à place une approche pédagogique cohérente, adaptée aux réalités nationales et susceptible d'être mise en œuvre de manière effective dans les établissements scolaires.

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE	-----2-5
NOUVELLES DES PREFECTURES	-----6-13
NOUVELLE DE L'ETRANGER	-----13-15
SPORTS	-----15-17

Le président de HAPLUCIA, Aba Kimelabalou a signifié que la lutte contre la corruption ne se limite pas seulement aux mécanismes de contrôle, aux mesures de prévention institutionnelle ou aux sanctions prévues par les textes. Elle exige, a-t-il précisé, une action durable sur les consciences, les comportements et les valeurs qui orientent les choix individuels et collectifs. « L'éducation ne saurait se limiter à la transmission des connaissances et à l'acquisition des compétences. Elle doit également contribuer à la formation de la conscience morale, au développement du sens des responsabilités et à l'apprentissage des valeurs qui fondent une société juste et respectueuse du bien commun », a ajouté le président.



L'assistance suivant...



...M. Aba (au micro) ouvrant les travaux

La représentante de la coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies au Togo, Mme Isatou Batonon, a signifié qu'en dotant les éducateurs des connaissances et des outils nécessaires pour promouvoir l'intégrité, l'on investit dans un avenir où la corruption n'est plus l'objet de sanctions, mais de prévention. Pour elle, « chaque leçon enseignée, chaque valeur transmise et chaque jeune responsabilisé contribue à renforcer la résilience face à la corruption ».

Le représentant du ministre de Education nationale, M. Agbozoh Koffi Séna, doyen de l'inspection générale de l'éducation a fait savoir que cette formation traduit la volonté des autorités d'ancrer durablement l'éducation à l'intégrité et à la lutte contre la corruption dans l'ensemble du système éducatif. La corruption, a-t-poursuivi, compromet le développement des nations et affaiblit la confiance des citoyens envers leurs institutions. « Investir dans l'éducation l'intégrité, c'est investir dans l'avenir même de notre pays », a souligné M. Agbozoh. Il a exhorté les participants à l'assiduité et à s'engager sans réserve durant les travaux, afin que les objectifs assignés soient atteints.

ATOP/BA/DHK



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



ECHOS DE LA CAPITALE

PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX :

LES ACTEURS ECONOMIQUES SENSIBILISES SUR L'IMPORTANCE DES NORMES

Lomé, 20 oct. (ATOP) - Les acteurs économiques et les consommateurs ont été sensibilisés, au cours d'un atelier le mardi 20 octobre à Lomé, sur l'importance des normes dans la promotion des produits locaux.

La rencontre est organisée par le ministère délégué chargé du Commerce et du Contrôle de la qualité, en collaboration avec la Haute autorité de la qualité et de l'environnement (HAUQE). Elle vise à encourager les producteurs et les transformateurs à améliorer la qualité de leurs produits.



Mme Adovon lors de son intervention



Des participants

L'initiative est placée sous le thème « Les normes au service du consommateur local ». Elle s'inscrit dans le cadre de la 7^e édition du Mois du consommateur local et de la célébration de la Journée mondiale de la normalisation, observée chaque 14 octobre. Les échanges ont permis de mieux faire connaître le rôle des normes dans la qualité des produits, la protection des consommateurs et le développement des entreprises locales. Les participants ont également examiné les moyens d'aider les producteurs et les transformateurs à mieux appliquer les exigences de qualité dans leurs activités.

La directrice de la consommation locale, Mme Adovon Améyo Kafui, a rappelé que la promotion des produits locaux constitue un axe important du développement économique national. Elle a souligné que la maîtrise des normes représente une occasion pour les petites et moyennes entreprises d'améliorer leurs produits et de renforcer leur position sur le marché. « Pour que les produits locaux soient durablement adoptés par les consommateurs, leur disponibilité ne suffit pas. Ils doivent également répondre aux exigences de qualité, de sécurité et de compétitivité », a-t-elle indiqué.

Le président de la HAUQE, Arzouma Laré Botre, a expliqué que la qualité d'un produit repose notamment sur la satisfaction des clients, l'engagement du personnel, la maîtrise des méthodes de production et l'amélioration continue des performances. « Le consommateur local ne signifie pas d'accepter des standards aux rabais. Produire et transformer localement exige de satisfaire aux normes et aux procédures d'évaluation de la conformité en matière de sécurité, de performance, de durabilité et de salubrité », a-t-il souligné.

L'atelier a réuni des représentants des institutions publiques, des organisations patronales, des associations de consommateurs, des laboratoires ainsi que des très petites et moyennes entreprises (TPME). ATOP/EAG/AO

JOURNÉE INTERNATIONALE DES CHEFS CUISINIERES :

L'UCCT MET LES PRODUITS LOCAUX A L'HONNEUR

Lomé, 20 oct. (ATOP) - La quatrième édition de la journée internationale des chefs cuisiniers a été lancée le lundi 19 octobre à Lomé autour du thème national « Terre, passion, assiette ».

A travers cette célébration dont le thème international est « Explorateurs culinaires », l'Union des chefs cuisiniers du Togo (UCCT) entend promouvoir la gastronomie togolaise, encourager la consommation des produits locaux et valoriser le savoir-faire des professionnels de la restauration. L'initiative vise également à favoriser la transmission des recettes traditionnelles, à stimuler la créativité des chefs et à renforcer les liens entre producteurs, transformateurs et acteurs de la restauration.

Plusieurs activités sont prévues jusqu'au samedi 24 octobre. Au programme figurent des dégustations, des panels, un concours culinaire entre écoles et centres de formation, un festival du tilapia et du fonio, qui permettra de faire découvrir différentes préparations à base de ces produits du terroir. Des démonstrations culinaires et des ateliers destinés aux enfants sont aussi prévus et visent également à faire connaître les recettes traditionnelles et à éveiller l'intérêt pour la cuisine togolaise. Un dîner de gala marquera la fin des activités.



Visite de stand



Officiels et chefs cuisiniers

La représentante du ministre délégué chargé du Commerce et du Contrôle de la qualité, Mme Adovon Kafui a rappelé que la gastronomie constitue un patrimoine culturel et un moyen de soutenir l'économie nationale. Elle a encouragé les professionnels à utiliser davantage les produits du pays, notamment le riz, les légumes, les céréales, les épices et les produits halieutiques. Selon elle, ce choix contribue à soutenir les producteurs, les transformateurs et les commerçants, tout en favorisant la création d'emplois, particulièrement pour les jeunes et les femmes. Mme Adovon a également invité les chefs à renouveler les recettes traditionnelles en proposant des plats qui allient authenticité, créativité, qualité et accessibilité. Elle a insisté sur la nécessité de renforcer les relations entre les agriculteurs, les transformateurs, les commerçants, les restaurateurs, les hôteliers et les acteurs du tourisme pour faciliter l'approvisionnement en produits locaux et garantir des débouchés aux producteurs. Mme Adovon a, par ailleurs, souligné que la promotion des produits togolais doit aller de pair avec le respect des règles d'hygiène et de sécurité sanitaire des aliments.

Le représentant du ministre en charge du Tourisme, Adjanou Mawuna, a salué le talent et la créativité des cuisiniers qui participent à la préservation des traditions culinaires et au développement de l'économie nationale. Selon lui, les recettes traditionnelles, les saveurs et les produits locaux offrent aux visiteurs une première découverte du pays, au même titre que ses sites touristiques, ses plages, ses cascades et ses monuments.

Pour Mme Thérèse Amonah, chargée de l'organisation de l'UCCT, cette célébration est aussi une occasion de montrer les nombreuses possibilités offertes par les produits agricoles locaux. Elle a expliqué que les échanges prévus permettront de rapprocher les chefs cuisiniers des transformateurs, afin de favoriser l'utilisation des produits togolais dans les cuisines.

ATOP/AO/AR/KYA

PROMOTION DES PRODUITS LOCAUX :

**L'UCCT APPELLE LES HOTELS ET RESTAURANTS A PRIVILEGIER LE
« 80 % LOCAL »**

Lomé, 20 oct. (ATOP) - L'Union des chefs cuisiniers du Togo (UCCT) appelle les hôtels et restaurants du pays à intégrer davantage de produits locaux dans leurs menus, avec un objectif de 80 % d'ingrédients issus du terroir. Cet engagement a été annoncé par

le président de l'Union des chefs cuisiniers du Togo (UCCT), Kpessou Amah, lors du lancement de la quatrième édition de la Journée internationale des chefs cuisiniers, célébrée le 20 octobre à Lomé.



Les cuisiniers



Chef Amah Kpessou

A travers cet appel, l'organisation entend faire de la gastronomie un levier de promotion de la consommation locale, de soutien aux producteurs et de création d'emplois. Pour M. Kpessou, privilégier les produits togolais permet de maintenir les revenus dans le pays, de soutenir les agriculteurs et les pêcheurs et de favoriser le développement des activités de transformation. « Consommer local, ce n'est pas un acte de pitié. C'est un acte de puissance », a-t-il souligné, invitant ses collègues à placer les produits du terroir au cœur de leurs préparations culinaires.

Le président de l'UCCT a notamment cité le riz, le manioc, les légumes, le poisson, l'ananas et l'igname parmi les produits qui peuvent être davantage valorisés dans les cuisines. Il a estimé que les chefs ont un rôle essentiel à jouer dans la promotion des productions nationales, en proposant des plats attrayants qui mettent en valeur les saveurs et le savoir-faire locaux.

Placée sous le thème international « Explorateurs culinaires », cette édition au plan national est célébrée autour du thème « Terre, passion, assiette ». Ces deux thématiques rappellent, selon M. Kpessou, l'importance de toute la chaîne alimentaire, depuis la production agricole jusqu'au repas servi au consommateur. La terre représente les ressources et le travail des producteurs, la passion renvoie à la créativité et au savoir-faire des cuisiniers, tandis que l'assiette symbolise le partage et la valorisation des produits. Pour le président de l'UCCT, ces trois éléments sont indissociables pour donner une place plus importante à la gastronomie togolaise. Il a encouragé les professionnels à se rapprocher des producteurs, à découvrir les richesses des différentes régions et à s'inspirer des recettes et techniques culinaires locales pour renouveler leurs menus.

L'UCCT se dit disposée à accompagner les établissements de restauration dans cette démarche. S'adressant également aux jeunes, M. Kpessou les a invités à faire preuve de curiosité, à découvrir l'origine des aliments et à apprendre à cuisiner les produits du terroir. Il a souligné l'importance de la transmission des savoir-faire pour assurer la relève dans les métiers de la cuisine. Le président de l'UCCT a précisé que l'Union entend renforcer la place des produits locaux dans la restauration et contribuer au développement économique du Togo. « Mangeons togolais, buvons togolais et le Togo grandira », a-t-il lancé, appelant les cuisiniers à devenir des ambassadeurs de la production nationale. ATOP/AO/BA



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

☎ +228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

✉ atoptogo1@gmail.com

🌐 www.atop.tg



NOUVELLES DES PREFECTURES

SAVANES/TRANSHUMANCE :

UNE COLLECTE DE DONNEES LANCEE DANS LES 16 COMMUNES POUR ACTUALISER LA CARTOGRAPHIE

Dapaong, 20 oct. (ATOP) – Une campagne de collecte de données géoréférencées des infrastructures agropastorales et pastorales a débuté le lundi 19 octobre dans les 16 communes de la région des Savanes.

Cette opération vise à actualiser la cartographie de la transhumance au Togo afin de mieux adapter les couloirs de passage du bétail aux réalités du terrain et de prévenir les conflits entre agriculteurs et éleveurs.



Les participants

L'initiative est portée par le ministère de l'Agriculture, de la Pêche, des Ressources animales et de la Souveraineté alimentaire, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Elle bénéficie de l'appui financier du Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix (PBF).

Les équipes de collecte parcourent les localités pour relever avec précision les infrastructures agropastorales et pastorales. Elles s'appuient sur les informations issues des cartographies participatives organisées les 15 et 16 octobre à Dapaong et dans les autres chefs-lieux des communes de la région. L'objectif est de disposer de données actualisées pour mieux organiser les déplacements du bétail, limiter les tensions liées à l'utilisation des terres et renforcer la sécurité des communautés. Les agents collecteurs travaillent avec les techniciens des mairies, les conseillers techniques en gestion des entreprises agricoles (CTGEA) et les chefs de postes de contrôle vétérinaire. À l'aide de tablettes, de GPS, de smartphones et d'applications géospatiales, ils enregistrent les coordonnées des infrastructures et des différents points identifiés sur le terrain.



Les acteurs en atelier de formation des équipes régionales



séance de cartographie participative

Cette opération fait suite à plusieurs étapes préparatoires, notamment une réunion de cadrage et un atelier technique à Kpalimé, la revue et la validation des documents de référence, ainsi que la formation des équipes régionales. La cartographie participative a également mobilisé, au niveau communal, les autorités locales, les agriculteurs, les

éleveurs et les comités de gestion. Les données recueillies seront ensuite harmonisées et analysées à l'aide des systèmes d'information géographique (SIG). Ce travail permettra de produire des cartes thématiques destinées à faciliter la planification et la gestion de la transhumance. Le processus prendra fin avec une journée de validation régionale prévue le 5 novembre à Dapaong.

La mission se déroule sous la supervision du conseiller technique du ministère de l'Agriculture chargé des questions de pastoralisme et de transhumance, Dr Bakouya Gado, et de la représentante du chef de bureau de l'OIM au Togo, Mme Ankou Déborah.
ATOP/TKA/JK/AO

LA 4^e SESSION DE LA COMMUNE KLOTO 2 CONSACREE A L'ELABORATION DU BUDGET 2027

Kpalimé, 20 oct. (ATOP) – Le conseil municipal de Kloti 2 a ouvert, le lundi 19 octobre à Lavié, sa quatrième session ordinaire de l'année, consacrée principalement à l'élaboration du budget primitif, exercice 2027.

Les travaux vont permettre de consolider le redressement financier de la commune et de définir des investissements prioritaires au profit des populations. Cette session constitue un cadre de bilan et de projection pour l'exécutif communal, qui entend traduire les acquis de la gestion financière en actions concrètes de développement local.

Le maire de Kloti 2, Eho Kodzo Georges Mawuena, a indiqué que la commune a hérité, en novembre 2025, d'une situation financière déficitaire, limitant ses capacités d'action. Face à cette situation, l'équipe municipale a engagé des efforts de mobilisation des recettes propres et de rationalisation des dépenses, qui ont permis, selon lui, de sortir la commune de la dette.

L'élaboration du budget 2027 devra privilégier les investissements utiles et réalisables, notamment dans les infrastructures, l'accès à l'eau potable, l'assainissement, l'éducation et les activités génératrices de revenus. Le maire a également insisté sur une démarche participative associant les populations à l'identification et à la hiérarchisation des besoins, en fonction des ressources disponibles. « Nous avons osé redresser notre commune. Nous devons maintenant oser investir, innover et transformer durablement Kloti 2 », a-t-il déclaré.

Le préfet de Kloti, Kokou Bertin Assan a appelé les élus à faire preuve de réalisme dans leurs prévisions budgétaires et à renforcer la mobilisation des ressources communales. Il a souligné l'importance de tenir compte des réalités du terrain et de corriger les estimations lorsque celles-ci ne correspondent pas aux besoins constatés.

« Si nous faisons nos prévisions sur papier et qu'une fois sur le terrain, nous constatons une différence entre la réalité et les prévisions, ayons l'humilité intellectuelle de revoir nos prévisions à la lumière de ce que le terrain nous dit de faire », a-t-il recommandé.

ATOP/ER/AYH/DHK



Officiels, conseillers et invités

L'AUTONOMISATION DES FEMMES RURALES AU CŒUR D'UNE CELEBRATION CONJOINTE DE DEUX JOURNEES INTERNATIONALES

Kpalimé, 20 oct. (ATOP) – L'autonomisation des femmes rurales, l'accès à la terre et au financement, ainsi que la promotion de l'agroécologie et des produits locaux ont été des sujets au centre de la célébration conjointe de la Journée internationale de la femme rurale (JIFR) et de la Journée mondiale de l'alimentation (JMA), le vendredi 16 octobre à Kpalimé.

Cette rencontre est organisée par l'association Eco-Impact, à travers son Collège des Femmes, Point focal national du mouvement panafricain « Nous Sommes la Solution » (NSS-Togo), avec l'appui de Fahamu Africa/NSS. Elle vise à renforcer le rôle des femmes dans la construction de systèmes alimentaires durables et résilients, tout en favorisant le partage d'expériences entre les acteurs du secteur.



Les participants

Inscrite dans le cadre de l'année internationale des agricultrices 2026, la célébration est placée sous les thèmes respectifs de la JIFR, « L'émancipation des femmes rurales : construire un avenir résilient avec Beijing+30 », et de la JMA, « Innover aujourd'hui pour nourrir demain ». Elle a été marquée par des échanges sur le leadership féminin, la préservation des semences paysannes et l'entrepreneuriat agroécologique. Des ateliers pratiques, un concours culinaire, des animations éducatives, une projection de film et une exposition de produits locaux étaient au programme.

La coordinatrice du marché Panier Bio Kpalimé, Mme Georgette Agbéka Adiku, a indiqué le paradoxe auquel sont confrontées les femmes rurales, qui contribuent à la production alimentaire, mais vendent souvent leurs récoltes à vil prix et peinent à accéder à une alimentation suffisante lorsque les prix augmentent. Elle a plaidé pour un meilleur accès à la terre et aux moyens de production afin d'améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie.

Le maire de Kloto 1, Apelete Kossi Atigaku, a appelé à des actions concrètes pour faciliter l'accès des femmes au foncier. Il a également évoqué les possibilités d'accompagnement financier offertes des structures de microfinance, avec des crédits pouvant atteindre 30 millions de FCFA pour certaines initiatives féminines structurées.

Le directeur régional des Plateaux-Ouest de l'Agriculture, Konde Yawovi Afidenyo, a insisté sur l'adoption de pratiques agricoles adaptées aux changements climatiques, l'utilisation de semences résilientes, la réduction des pertes après récolte et la valorisation des produits locaux. ATOP/ER/AYH/SED

CENTRALE :

DES ACTEURS ECONOMIQUES SENSIBILISES SUR L'ARBITRAGE ET A LA MEDIATION

Sokodé, 20 oct. (ATOP) - Les acteurs économiques de la région Centrale ont été sensibilisés, le lundi 19 octobre à Sokodé, sur les modes alternatifs de règlement des différends (MARD), notamment l'arbitrage, la médiation et la conciliation.

Ces mécanismes permettent de régler les conflits liés aux affaires sans recourir systématiquement aux tribunaux. L'initiative est portée par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI Togo), à travers la Cour d'arbitrage, de médiation et de conciliation du Togo (CATO). Elle s'inscrit dans la deuxième phase d'une tournée

nationale visant à faire connaître ces modes de règlement des conflits et à les rendre plus accessibles aux opérateurs économiques de l'intérieur du pays.



Les officiels et participants

opérateurs économiques à privilégier les modes alternatifs de règlement des différends en cas de désaccord. Selon lui, la médiation permet de parvenir à un accord dans un délai de deux mois, tandis que la procédure d'arbitrage peut aboutir en six mois. Il a également souligné que ces mécanismes offrent aux parties la possibilité de choisir leur arbitre ou leur médiateur, dans un cadre fondé sur la neutralité et la confidentialité. M. Assogbavi a précisé que le recours à la CATO nécessite notamment une clause d'arbitrage ou de médiation dans le contrat, ou la volonté commune des parties de soumettre leur différend à cette institution. Il a encouragé les opérateurs économiques à recourir à ces procédures pour régler leurs désaccords dans un climat apaisé et préserver la continuité de leurs relations professionnelles.

Les participants ont apprécié cette initiative qui leur a permis de mieux comprendre les modes alternatifs de règlement des différends. Ils ont estimé que leur utilisation pourrait contribuer à réduire l'encombrement des tribunaux et à renforcer la paix ainsi que la cohésion sociale.

Après Tsévié et Atakpamé en 2025, Sokodé constitue la troisième étape de cette tournée de sensibilisation, qui se poursuit dans les deux autres régions du pays.

ATOP/TAA/MEK/AO

KOZAH/HAPLUCIA :

DES ENSEIGNANTS DE L'UNIVERSITE DE KARA FORMES A LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION



Les participants

responsabilité au sein de la communauté universitaire.

Cette formation vise à renforcer les capacités des enseignants sur les mécanismes de prévention et de lutte contre la corruption, en vue de l'intégration des enseignements relatifs à cette problématique dans les programmes de formation universitaire. Il s'agit

La rencontre a permis aux participants de mieux comprendre les missions de la CATO, ses procédures et les avantages de l'arbitrage et de la médiation. Ces mécanismes favorisent un règlement rapide, confidentiel et moins coûteux des litiges, tout en préservant les relations entre les partenaires commerciaux.

Le secrétaire général de la CATO, Assogbavi Komlan, a expliqué que les conflits constituent un risque permanent dans les relations d'affaires. Il a invité les

Kara, 20 oct. (ATOP) – La Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA) a organisé, le vendredi 16 octobre à l'Université de Kara, une session de formation à l'intention des enseignants membres du pool de formateurs sur la prévention et la lutte contre la corruption.

L'initiative s'inscrit dans le cadre du partenariat entre la HAPLUCIA et l'Université de Kara, destiné à promouvoir une culture d'intégrité, de transparence et de

aussi de favoriser l'intégration des unités d'enseignement consacrées à la lutte contre la corruption dans les curricula universitaires, afin de contribuer à la formation de citoyens responsables et respectueux des valeurs éthiques.

Après la sensibilisation des étudiants, cette nouvelle étape cible les enseignants appelés à assurer la transmission des connaissances acquises aux apprenants. À travers des présentations et des échanges, les participants ont été outillés sur les notions fondamentales de la corruption, les infractions assimilées et les moyens de prévention de ce phénomène.

Le président de la HAPLUCIA, Kimelabalou Aba, a salué les avancées enregistrées dans le processus d'intégration des enseignements sur la lutte contre la corruption dans les établissements de formation. Il a relevé que le partenariat conclu avec l'Université de Kara traduit la volonté commune des deux institutions de renforcer la prévention de ce fléau par l'éducation. M. Aba a souligné que cette démarche s'inscrit dans la vision des plus hautes autorités du pays visant à promouvoir la bonne gouvernance. Il a exhorté les enseignants à s'approprier les contenus de la formation pour contribuer à inculquer aux jeunes générations les valeurs d'intégrité, d'honnêteté, de probité et de responsabilité. Il a réaffirmé la disponibilité de son institution à accompagner la mise en œuvre du projet jusqu'à son aboutissement.

Le vice-président de l'Université de Kara, Prof. Boussanlègue Tchable, a indiqué que la formation des enseignants constitue un levier essentiel pour prévenir la corruption à la source et préparer une relève attachée aux principes d'éthique et d'intégrité.

La rencontre a réuni des doyens de facultés, des enseignants-chercheurs, des responsables de la HAPLUCIA et d'autres acteurs impliqués dans la prévention et la lutte contre la corruption.

ATOP/LER/AE/SED

EDUCATION :

L'ONG CEAPIC APPUIE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES EN KITS ET MOBILIERS

Kara, 20 oct. (ATOP) – L'ONG Centre d'études, d'action et de promotion d'initiatives communautaires (CEAPIC) a offert des tables-bancs et des fournitures scolaires à des établissements primaires et secondaires de la Kozah, de Doufelgou et de la Binah.

Les fournitures sont destinées aux meilleurs élèves et à ceux issus des familles démunies des écoles primaires publiques de Lama-Feing et d'Agbalossi, du Lycée Awandjelo, dans la Kozah, ainsi que ceux de l'EPP Kétao, dans la Binah. Les kits distribués comprennent, des cahiers, des ensembles géométriques, des stylos, des craies blanches entre autres.

Au total, 50 tables-bancs sont au bénéfice des collèges de Kadjanga, dans la Binah, et d'Agbassa, dans le Doufelgou, ainsi qu'à l'EPP N'Djessiyo, dans la Kozah.

Ce don intervient dans le cadre du projet « Appui à l'éducation scolaire : Aide aux parents d'élèves ». Cette initiative, soutenue par la Fondation « Togo Projekt », vise à accompagner les efforts du gouvernement en faveur de l'inclusion éducative, à renforcer la capacité d'accueil des établissements et à alléger les charges financières des parents d'élèves.



Donateurs et bénéficiaires

La coordinatrice de l'ONG CEAPIC, Atsu Jeannette, a réaffirmé l'engagement de son organisation à poursuivre ses actions aux côtés des communautés afin qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte. Elle a invité les bénéficiaires à faire un usage responsable et rationnel des dons reçus.

Les responsables des établissements bénéficiaires ont salué l'initiative qui valorise le mérite scolaire et contribue à la promotion de l'égalité des chances. Ils ont souligné que la pauvreté ne devrait pas constituer un obstacle à la réussite scolaire et souhaité la pérennisation ainsi que l'extension de ces actions à d'autres établissements.

Les représentants des parents d'élèves ont exprimé leur satisfaction, estimant que cet appui permettra d'alléger les dépenses des familles démunies et d'encourager les enfants à poursuivre leurs études. ATOP/SG/BA



Remise symbolique du kit par Mme Atsu

TANDJOUARE :

MME DOUTI GOURYAMA YENDOUKOI PREND LES RENES DE L'AFL-TAN

Tandjouaré, 20 oct. (ATOP) – Mme Douti Gouryama Yendoukoi a été portée à la tête de l'Association des femmes leaders de Tandjouaré (AFL-Tan), lors d'une assemblée générale, le samedi 17 octobre dans la localité.

La directrice exécutive est appuyée par un commissariat aux comptes, composé de 3 membres, ainsi qu'un conseil d'administration de 7 personnes élues pour un mandat de 3 ans renouvelable. Outre les élections, l'assemblée générale a permis de faire le bilan des activités de l'association, d'évaluer son fonctionnement, d'adopter les nouveaux statuts révisés. Avec les nouveaux statuts, l'AFL Tan est dotée de 4 organes décisionnels à savoir : l'assemblée générale, le commissariat aux comptes, le conseil d'administration et la direction exécutive.

Le secrétaire général de la préfecture de Tandjouaré, Darpak Souk, a encouragé les membres de l'association à renforcer la cohésion, la solidarité et leur engagement. Il a insisté sur l'importance d'une gestion transparente et responsable, ainsi que sur la promotion du leadership féminin. « Votre engagement et votre participation active à la vie de l'association sont essentiels pour accroître la contribution des femmes au développement local », a-t-il souligné.

La directrice élue s'est engagée à poursuivre les actions de l'association en faveur de l'autonomisation des femmes, du renforcement de la solidarité et de la promotion du leadership féminin. Mme Douti Yendoukoi a invité les membres à se rassembler autour de l'objectif commun de l'association afin de contribuer davantage au développement de la communauté.

Créée en 2013, l'association des femmes leaders de Tandjouaré œuvre pour la promotion du leadership féminin, l'entraide, l'entrepreneuriat, l'éducation des filles ainsi que la santé de la mère et de l'enfant.

ATOP/SYI/JK/SED



Les participants

YOTO/SOCIAL :**LE DISPENSAIRE DE ZAFI BENEFICIE DE MATERIEL DE LITERIE ET DE DIVERS PRODUITS**

Tabligbo, 20 oct. (ATOP) - L'ONG Amis de poubelle (ADP) a offert, le lundi 19 octobre, de matériels de literie, de fourniture d'éclairage et des produits d'hygiène et d'entretien au dispensaire de Zafi dans la commune Yoto 2.

Le don est composé de lots de draps de lit, d'oreillers, de taies d'oreillers, d'eau de javel, de savons Omo et d'ampoules. Il est évalué à 500.000 F.CFA.

Ce geste de solidarité vise à contribuer à l'amélioration des conditions d'accueil et de prise en charge des patients. Il s'agit pour l'ONG Amis de poubelle d'apporter sa contribution à l'amélioration des conditions de travail du personnel soignant et du séjour des patients. Cette action témoigne également de l'importance de la solidarité et de l'engagement des organisations de la société civile aux côtés des structures sanitaires locales.

Le président de l'ONG Amis de poubelle, Kessogbo Kodjo a expliqué que cette initiative est une réponse à une visite de son épouse au dispensaire, au cours de laquelle elle a relevé le manque de certains équipements essentiels. Sensible à cette situation, a-t-il dit, son ONG entend apporter sa contribution pour répondre aux besoins identifiés. « J'exhorte tout le monde à apporter son soutien à cette structure sanitaire afin de lui permettre d'offrir de meilleurs services à la population », a déclaré M. Kessogbo. Il a invité les responsables du dispensaire à prendre soin du don et à en faire un bon usage au profit des patients.

Le responsable du dispensaire de Zafi, Aklassou Kokou a salué cette initiative qui vient répondre à certains besoins de sa structure sanitaire et a promis de faire un usage adéquat des matériels et produits reçus pour le bien des patients.

Créée en 2005, l'ONG Amis de poubelle œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des populations à travers la protection de l'environnement, l'assainissement, la santé, l'éducation et l'action sociale. Elle mène des initiatives visant à promouvoir un cadre de vie sain et à soutenir les communautés vulnérables. ATOP/SAK/DHK



La remise de don

VO :**LA FONDATION MONIKA HOFFELD OFFRE DES VIVRES AUX FEMMES DU VILLAGE LEBE**

Vogan, 20 oct. (ATOP) – La Fondation Monika Hoffeld (FMH) a offert, le lundi 19 octobre, des vivres aux femmes du village de Lebe, dans la commune Zio 1.

Les bénéficiaires sont les femmes de différents quartiers du village. Les vivres sont constitués de sacs de riz, de pâtes alimentaires, de boîtes de conserve et de litres d'huile végétale.

Le don vise à alléger les charges des familles leur permettant de faire face à la cherté de la vie. Il s'agit également de soutenir le gouvernement dans ses efforts d'améliorer les conditions de vie de la population.

Le président de la FMH, Housinou Marius a exprimé sa reconnaissance à la fondatrice, Mme Monika Hoffeld et l'organisation Prowin pour l'humanisme et la générosité dont ils ont toujours fait montre en apportant leur soutien matériel à la population

togolaise. Il a invité les bénéficiaires à faire un bon usage de ce qui leur est donné et à prendre soin des enfants.



M. Hounsino (à droite) remettant symboliquement des vivres à une bénéficiaire



Des bénéficiaires

Le représentant du chef du village, M. Agbévé Baba et la porte-parole des bénéficiaires, Mme Etsidohoun Adjo ont salué l'engagement social de la FMH. Ils ont remercié la FMH pour son dévouement à apporter des solutions aux besoins des familles. Ils ont demandé la protection divine sur cette fondation et ses partenaires afin qu'elle puisse porter davantage secours aux nécessiteux.

ATOP/AKS/DHK



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DE L'ETRANGER

L'AFRIQUE DU SUD ET LE MOZAMBIQUE COMMEMORENT ENSEMBLE SAMORA MACHEL

Africanews - L'ancien président mozambicain et combattant pour la liberté Samora Machel a été commémoré le lundi 19 octobre lors d'une cérémonie conjointe organisée par l'Afrique du Sud et le Mozambique pour marquer le 40e anniversaire de sa mort dans un mystérieux accident d'avion.

« C'est un lieu qui doit être préservé et connu, car mon père et les trois autres personnes qui sont mortes ici ont donné leur vie pour la libération de l'Afrique du Sud. Ils se trouvaient en Zambie ; ils s'y étaient rendus spécifiquement pour discuter des questions relatives aux États de la ligne de front, mais surtout pour préparer et mettre en place l'indépendance de l'Afrique du Sud. Ils sont donc morts pour cette nation. », a déclaré Josina Ziyaya Machel, fille de Samora Machel.

La cérémonie s'est déroulée à Mbuzini, une localité de la province sud-africaine du Mpumalanga, située à proximité du lieu de l'accident qui a causé sa mort en 1986. Samora Machel a dirigé le Mozambique depuis son indépendance du joug colonial portugais de 1975 jusqu'à sa mort.

« Samora Machel a veillé à ce qu'un pays comme le Mozambique, malgré sa jeunesse en tant qu'État indépendant, ait sa propre voix. Une position ferme, en accord avec son caractère, une voix unique et une présence respectée au sein de la communauté des nations », a indiqué Daniel Chapo, président du Mozambique.

Une enquête sur les causes de l'accident d'avion qui a coûté la vie à Machel et à plus de 30 autres personnes a imputé la responsabilité aux pilotes, mais 40 ans plus tard, des questions subsistent quant à ce qui s'est réellement passé. Le 19 octobre 1986, Machel a trouvé la mort aux côtés de certains membres de son gouvernement, de journalistes et de l'équipage lorsque leur avion s'est écrasé dans les montagnes du Lebombo, dans la région sud-africaine de Mbuluzi, près de la frontière entre le Mozambique et l'Eswatini.

La Commission Vérité et Réconciliation sud-africaine, mise en place après l'apartheid, a également examiné l'accident mais n'a pas abouti à des conclusions définitives, se contentant de recommander la poursuite des investigations.

Africanews

MASSACRE DE SHAKAHOLA :

PAUL MACKENZIE ET 28 COACCUSES RECONNUS COUPABLES

Africanews - Au Kenya, le prédicateur autoproclamé Paul Mackenzie et 28 coaccusés ont été reconnus coupables du meurtre de 191 personnes, le lundi 19 octobre dont 190 enfants, dans l'affaire du massacre de la forêt de Shakahola. Le verdict a été rendu lundi par un tribunal de Mombasa, plus de trois ans après la découverte des premières fosses communes.

La justice kényane a rendu son verdict dans l'une des affaires les plus meurtrières liées à une secte religieuse dans le pays. Paul Mackenzie, fondateur de l'Église Good News International, et ses 28 coaccusés ont été reconnus coupables du meurtre de 190 enfants et d'un adulte.

Selon l'accusation, le prédicateur aurait incité ses adeptes à jeûner jusqu'à la mort afin de "*rencontrer Jésus*". Les victimes auraient été soumises à des pratiques extrêmes dans un domaine de 325 hectares situé dans la forêt de Shakahola, près de Malindi, sur la côte kényane.

La juge Diana Kavedza Mochache a estimé que l'accusation avait établi la culpabilité des 29 prévenus. Le tribunal a notamment retenu l'existence d'une organisation structurée autour de pratiques de radicalisation, d'isolement et de domination, qui auraient conduit des familles à rompre leurs liens et certaines mères à laisser leurs propres enfants mourir de faim.

PLUS DE 400 MORTS RECENSÉS

Le prédicateur fait également l'objet d'autres procédures, notamment pour homicide involontaire et terrorisme. En janvier, il a été inculpé dans une affaire portant sur 52 corps supplémentaires découverts dans un village voisin.

Africanews

FRANCE :

DES COUVRE-FEUX DANS LES ZONES LES PLUS TOUCHÉES PAR LES VIOLENCES

Africanews - Après un week-end marqué par des violences en marge des manifestations du 17 octobre, les autorités françaises ont instauré, le lundi 19 octobre, des couvre-feux dans plusieurs des zones les plus touchées, dont Paris.

Dans la capitale, deux secteurs étaient concernés : la place de la République et le quartier des Halles, où des violences et des pillages ont eu lieu samedi.

Sur le terrain, lundi soir, les deux secteurs concernés étaient surveillés par des policiers.

Un hélicoptère équipé d'un puissant projecteur a survolé à plusieurs reprises le centre commercial des Halles.

La circulation était interdite dans ces deux secteurs de 23 heures lundi 19 octobre à 6 heures mardi 20 octobre. Les rassemblements et les manifestations étaient également interdits à partir de 20 heures. La mesure pourrait être reconduite.

Les mesures seront réévaluées au jour le jour. Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a indiqué que des couvre-feux supplémentaires pourraient être instaurés au cas par cas par les préfets, en fonction de l'évolution de la situation.

Le week-end des 17 et 18 octobre 2026 a été marqué en France par de fortes tensions sociales. Les manifestations contre la vie chère et pour l'éducation ont basculé dans un chaos urbain d'une ampleur inédite depuis des années. Africanews

TCHAD :

HUIT DECES ET 252 CAS CONFIRMES DE DENGUE SUR PLUS DE 3.000 CAS SUSPECTS (OFFICIEL)

N'Djamena, (Xinhua) - Le Tchad fait face à une épidémie de dengue ayant déjà causé huit décès et 252 cas confirmés sur plus de 3.000 cas suspects recensés à ce jour, a annoncé le lundi 19 octobre le ministère de la Santé publique.

Lors d'une conférence de presse animée à N'Djamena, capitale tchadienne, Fissou Henry Yandaï, responsable de la riposte, a précisé que l'épidémie, déclarée le 3 octobre, est la deuxième du genre que connaît le pays après celle de 2023.

Selon les autorités sanitaires, la maladie se propage rapidement et touche déjà six provinces. Face à la situation, le ministère a appelé la population à renforcer les mesures de prévention, notamment la lutte contre les gîtes larvaires, et à consulter rapidement en cas de symptôme suspect.

Plus répandue dans les climats tropicaux et subtropicaux, la dengue est une infection virale transmise par les moustiques aux humains. La majorité des personnes infectées ne présentent pas de symptômes. Cependant, chez les personnes symptomatiques, les manifestations les plus courantes incluent une forte fièvre, des maux de tête et des courbatures, etc. Dans les cas graves, la dengue peut être mortelle. (Xinhua)



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



SPORTS

CAN 2025:

LE TAS DONNERA SA DECISION « FIN NOVEMBRE » SUR LA FINALE MAROC-SENEGAL

France, (RFI) - Quasiment un an après la finale de la CAN 2025, le Tribunal arbitral du sport (TAS) annoncera « fin novembre » sa décision sur le recours sénégalais contre la victoire du Maroc sur tapis vert, a indiqué le lundi 19 octobre cette juridiction.

« La Formation arbitrale a entamé ses délibérations et les poursuit actuellement. Les arbitres du TAS ont décidé de rendre une décision complète, comprenant les motifs juridiques, appelée "sentence du TAS" », a indiqué dans un communiqué le tribunal basé à Lausanne, selon qui « ce processus prendra plusieurs semaines », avec une « sentence (...) attendue fin novembre 2026 ».

Le 8 octobre, à Lausanne, la juridiction suprême du sport a démêlé à huis clos un litige inédit dans la mesure où aucune sélection n'a jamais perdu de cette manière un titre conquis sur le terrain.

Le jury d'appel de la CAF a prononcé le 17 mars dernier la défaite par forfait du Sénégal

Le 18 janvier dernier à Rabat, le Sénégal avait été sacré champion d'Afrique en dominant le Maroc (1-0) au bout de la prolongation mais aussi du chaos: contestant un penalty accordé aux Marocains dans le temps additionnel, finalement manqué par Brahim Diaz, une grande partie des Sénégalais avaient quitté le terrain, et n'y étaient revenus qu'un quart d'heure plus tard.

Saisi par la fédération marocaine, le jury d'appel de la CAF a prononcé le 17 mars la défaite par forfait du Sénégal, sur un score de 3-0, en se référant aux articles 82 et 84 du règlement de la CAN qui interdisent de "quitter le terrain avant la fin réglementaire du match sans l'autorisation de l'arbitre".

Dans la foulée, la fédération sénégalaise (FSF) s'est tournée vers le TAS, dénonçant « le braquage administratif le plus grossier de l'histoire de notre sport ».

RFI

MANCHESTER UNITED :

"RONALDO A LAISSE TOMBER L'EQUIPE", TEN HAG REGLE SES COMPTES

France, (MAXIFOOT) - Après un come-back brillant en 2021, l'histoire s'est mal terminée entre Cristiano Ronaldo et Manchester United. La faute à l'entraîneur de l'époque, Erik ten Hag, selon le quintuple Ballon d'Or. De son côté, le technicien néerlandais pointe du doigt l'attitude de l'attaquant portugais, et une condition physique loin d'être optimale. L'information a été publiée le mardi 20 octobre.

31 août 2021. Douze ans après son départ pour le Real Madrid, Cristiano Ronaldo (41 ans) est de retour à Manchester United, où il signe une première saison assez folle, à 36 ans, avec 18 buts en Premier League et six en Ligue des Champions. La suivante sera bien moins aboutie, et le verra s'en aller dès le 1er janvier pour rejoindre Al Nassr en Arabie Saoudite. En cause, des relations devenues venimeuses avec l'entraîneur mancunien Erik ten Hag, arrivé sur le banc l'été précédent. Lors d'une interview accordée à The Athletic, ce dernier donne enfin sa version des faits.

Un problème d'attitude

« Il a laissé tomber l'équipe, et il m'a laissé tomber, car nous avons fait des plans avec lui. Je me suis rendu au Portugal pour lui parler de mes objectifs avant de rejoindre Manchester United. Évidemment, c'est l'un des meilleurs joueurs de l'histoire du football. Je le respectais énormément. Mais à ce moment-là, en tant qu'entraîneur, j'ai dû prendre une décision rationnelle et conserver les joueurs que j'admire », a raconté celui qui a mis CR7 à l'écart dès le mois d'octobre. Pour quelle raison ? L'attitude du quintuple Ballon d'Or, et une condition physique loin d'être optimale. emplacement publicitaire Comme l'a expliqué l'ancien coach de l'Ajax Amsterdam à The Athletic, Ronaldo a notamment séché plusieurs séances d'entraînement, et n'a pas répondu positivement aux tests physiques effectués. Et, le soir d'une lourde défaite à Brentford (0-4) en août 2022, alors que le coach réclamait à ses joueurs de faire trois tours de terrain en après-match, le quintuple Ballon d'Or s'est arrêté à deux. « Je l'ai confronté à cela », poursuit le principal intéressé, lequel estime que CR7 n'avait tout simplement pas la forme requise.

« Il n'était pas capable de faire le pressing »

« Je lui ai dit à plusieurs reprises : 'Ronnie, tout le monde veut travailler pour te mettre en bonne position, mais si tu n'arrives pas à te placer dans la surface, tu ne peux pas marquer'. Il n'en était pas capable. C'est une idée fausse de me reprocher d'avoir attendu de lui qu'il fasse le pressing, en prétextant qu'il était épuisé. Il n'en était pas capable. Il ne courait ni en possession du ballon, ni sans le ballon. La raison, c'est qu'il ne s'était pas préparé », s'est souvenu l'actuel directeur technique de Twente dans The Athletic. « Chaque grande équipe doit soutenir son meilleur joueur, mais le meilleur joueur doit travailler pour l'équipe », a ajouté Ten Hag, avant d'aborder le sujet de la mauvaise influence de Ronaldo sur ses partenaires. « Il disait aux joueurs : 'Économisez vos jambes à l'entraînement'. Je comprends cela quand on est au top de sa forme : on a des séances, on peut économiser ses jambes. Mais il faut d'abord s'entraîner pour atteindre le niveau de condition physique requis », a conclu le Néerlandais, qui en avait visiblement gros sur la patate. MAXIFOOT

